

Ce que Kagame prépare pour le TPIR

Par Jacques Nizeyimana

Dans sa décision communiquée à la presse mercredi le 19 juin 2002, le Tribunal Pénal International pour le Rwanda basé à Arusha en Tanzanie a ordonné le gouvernement de Kagame de se conformer aux dispositions juridiques en place en s'abstenant d'empêcher les témoins qui se trouvent au Rwanda de voyager à ARUSHA.

Un parcours des articles consacrés à cette mesure du TPIR et toute l'histoire de la turbulente relation entre le gouvernement du FPR et ce tribunal me permet de faire ce constat : nul part l'on évoque la raison première de cette attitude du gouvernement de KAGAME. Il existe comme une volonté du TPIR de s'abstenir d'éclairer le monde sur la vraie nature de ses difficultés relationnelles avec le gouvernement du FPR.

Et pourtant, ce comportement anachronique du gouvernement de Kagame s'explique très clairement. La raison la plus naturelle est que le TPIR se prépare à inculper d'ici à la fin de cette année 2002 certains membres du FPR qui ont trempé dans les massacres systématiques et organisés sur la population rwandaise. La procureur générale du TPIR, Madame Carla Del Ponte a réitéré cet impératif de rendre aux rwandais une justice impartiale dans une conférence de presse le 04 avril 2002. Elle reconnaît que Kagame ne veut pas s'ouvrir sur la possibilité d'investigation sur les criminels au sein de son armée. L'agence de presse IRIN de l'ONU reportait le 12 avril 2002 la porte-parole du procureur, Madame Florence Hartman, qui réaffirmait la détermination du tribunal de traduire en justice certains militaires du FPR et la *non-satisfaction* du tribunal sur la coopération de Kagame dans les investigations en cours. Ce qui étonne pourtant c'est la manière avec laquelle Del Ponte défend l'impartialité du tribunal: elle le fait plutôt timidement et préfère aborder cette question dans des forums sans grande envergure médiatique. D'ailleurs semble-il qu'il y a une injonction au sein du TPIR de ne pas reprendre les propos de la procureur générale où elle dénonce la non-coopération de Kagame dans les investigations sur les officiers criminels dans son armée. Vous ne trouverez nul part sur le site web du TPIR les propos de la procureur générale sur ce sujet, soient-ils sous la version diluée de sa porte-parole Hartman.

Le FPR n'a jamais vu de bon oeil la mission du TPIR. Il ne considère ce tribunal que comme son potager diplomatique où il recueille régulièrement les ingrédients de distraction de l'opinion internationale sur son rôle et sa responsabilité dans l'holocauste rwandais. Del Ponte devrait l'avoir déjà vu et compris.

Pour nous limiter aux événements récents, depuis le début de cette année le gouvernement de Kagame cherche à tout prix à bloquer les travaux du TPIR. Empêcher les témoins de voyager à Arusha fait partie de toute une batterie de

mesures coercitives visant à embrouiller le fonctionnement de cette institution. Au départ ce gouvernement a voulu tirer les ficelles de la crise à travers les organisations des rescapés du génocide à l'instar d'IBUKA et AVEGA. Ces organisations ont pour un moment invité leurs membres à boycotter le TPIR. Mais la stratégie a fait long feu car elle risquait de trahir la vraie nature de ces institutions investies par le FPR pour prouver son propre argument sur le génocide rwandais. Selon le FPR, ce génocide a été planifié et perpétré par Interahamwe. De facto, l'IBUKA et AVEGA ne sont pas supposés parler à la place des rescapés des massacres commis par le FPR, ce qui serait un handicap argumentaire, si jamais le débat avec le TPIR venait d'entrer dans ces détails.

Toutefois, le fait que le gouvernement de Kagame préfère maintenant s'impliquer ouvertement dans le blocage des témoins en instaurant des procédures administratives taillées sur mesure marque un petit changement dans la stratégie du FPR. En effet, Kagame réalise que le temps presse. Il sait bien depuis longtemps que même une seule arrestation risque de provoquer une avalanche des dénonciations dans ses rangs. Il sait notamment que sa méthode préférée de massacre communément appelée INAMA sera inévitablement disséquée et analysée. Il sait que le cynisme et la machination comme règle de massacre et de diplomatie de couverture des massacres commis par le FPR seront exposées quel que soit le membre du FPR à être jugé par le TPIR. Il sait que les massacres commis sont graves, systématiques et faciles à prouver car ils ont eu lieu sur l'ensemble du territoire rwandais. Il sait que le recensement des victimes qu'il a dirigé et manipulé pour enterrer la vérité n'a pas du tout impressionné le monde. Au-dessus de tout, il sait qu'il ne peut plus compter sur le silence complice de Del Ponte, Pillay et Hartman du TPIR.

En effet, la marge de manœuvre de Del Ponte pour temporiser sur l'inculpation des éléments du FPR est désormais très étroite. Rappelons que dans une conférence antérieure tenue à Arusha en décembre 2000, elle avait promis d'appréhender quelques criminels dans les rangs de Kagame avant la fin de 2001. Elle a reporté son action, imputant son inaction au refus de collaboration de la part de Kagame. Aura-t-elle encore une fois l'audace de tourner le dos à la justice et de reporter les mandats d'arrêts à une autre hypothétique échéance ?

Il est difficile de s'imaginer que dans ces conditions l'objectif vital et premier du stratège Kagame ne peut pas capter l'attention du TPIR. Kagame a besoin d'une crise sans précédent, un schisme profond mettant en cause l'existence même du TPIR. Il veut une crise avant que le tribunal ne s'affirme davantage sur son choix de justice impartiale pour le Rwanda. C'est une course contre le montre. Si jamais Del Ponte persévère dans son objectif d'inculper certains militaires du FPR avant la fin de cette année, le Général ne dispose plus que de quelques mois pour poser des mines et construire un mur de défense argumentaire pour son refus catégorique de coopérer avec le TPIR.

Empêcher les témoins de voyager à Arusha semble avoir été à la fois une mesure tactique pour jauger la détermination du TPIR et une invitation détournée aux négociations et autres formes de jeu diplomatique de temporisation. Pour ce fait, la réaction plus moins musclée du tribunal d'ordonner Kigali de lever son blocage ne devrait pas faire face à une grande résistance de la part de Kagame. Par ailleurs, on voit qu'en plus de cette mesure d'embargo sur les témoins, le gouvernement de Kagame a déjà déclenché une attaque médiatique visant à ridiculiser le bilan du TPIR. Le porte-parole du gouvernement de Kagame, Monsieur Bideli a résumé le 13 juin 2002 les accusations à l'encontre du TPIR en trois mots: lenteur, manipulation et incompétence.

Combien Monsieur Bideli peut-il avoir raison malgré lui! D'ailleurs, il devait se sentir doublement enchanté de condamner ce processus de justice partielle aujourd'hui en oeuvre au sein du TPIR. En effet, on reconnaîtra à travers cette attitude du gouvernement de Kagame un mépris total à l'égard du TPIR. Le juge Ostrovsky du TPIR a récemment élevé sa voix contre l'obstination du tribunal de rechercher les faveurs du gouvernement du FPR bien qu'il ait une connaissance explicite des massacres commis par les membres du FPR. Les propos du porte-parole du gouvernement du FPR prouvent enfin que ce tribunal est ridiculisé pour avoir continuellement cédé aux pressions exercées par l'une des parties dont il est formellement investi d'enquêter. En d'autres mots, le gouvernement de Kagame se moque de la naïveté des dirigeants du TPIR.

Permettez de revenir aux trois chefs d'accusations contre le TPIR. En premier lieu, Bideli parle d'incompétence. Oui, le fait que la Procureur Générale du TPIR se sente obligée de négocier avec le général major Kagame de la conduite des enquêtes sur les criminels appartenant au FPR, un parti politico-militaire dont ce dernier demeure président et commandant en chef, constitue en soi une manifestation flagrante d'incompétence et de trahison aux procédures d'investigations pénales. En deuxième lieu, il y a lenteur. En empêchant les témoins se trouvant à l'intérieur du Rwanda de voyager à Arusha, le FPR contribue à merveille à la lenteur des procès, alimentant du même coup son ironie d'accusation. Quant au troisième chef d'accusation, la manipulation, le Monsieur Manipulateur par excellence qui se trouve à Arusha est à bon titre le représentant du gouvernement du FPR auprès du TPIR. A vrai dire, s'en prendre au TPIR ne se justifie pas du tout de la part du FPR. Ma conclusion sur cette situation est que le gouvernement de Kagame vise autre chose qu'un travail effectif au TPIR. Il cherche à s'attirer plus d'attention et recherche des témoins sur une crise en construction qui lui sera salutaire dans un avenir proche si jamais la complice patience de Del Ponte demeure en place.

La question n'est plus de savoir combien de temps le président Kagame saura encore peser lourd et leurrer les dames du TPIR sur son ultime et vital objectif. L'homme est loin dans l'œuvre de se soustraire à la justice. Il est temps que ces dames ouvrent les yeux et défendent haut et fort l'impartialité du tribunal. Si l'homme réussit à rendre acceptable cette inévitable crise, il aura vaincu la vérité

et la justice. Pourtant, il en est d'autant plus capable que les tentacules de ses machinations se prolongent dans certains milieux politiques de l'Occident qui ont cru à sa parole et largement soutenu dans l'action tout en ignorant les dessous de sa politique d'extermination de masses. Certes, ces milieux ne nourrissent plus d'illusions sur Kagame, mais si la justice venait de démontrer que Kagame préside à la tête d'une organisation criminelle, les critiques pourraient éventuellement s'étendre à eux. Dans ce cas de figure, le maître-chanteur Kagame sait bien que même si le Rwanda demeure un sujet très sensible sur le plan diplomatique depuis 1994, il est quand même un petit coin du monde, pauvre et négligeable pour provoquer un débat sérieux dans l'Occident. Kagame sait que le TPIR est un organe de l'ONU. Il sait que l'ONU est une grande organisation respectée, certes, mais dont la courte mémoire est désormais légendaire. L'important pour lui est de prouver aux milieux occidentaux qui ne voudraient pas être critiqués sur fond de l'aide accordée aveuglément à son régime qu'il est toujours la personne en charge capable de maintenir cette sorte de stabilité militarisée et policière au Rwanda. En réponse, ces milieux le laisseront mener le TPIR par le bout du nez ou alors continuer de guerroyer et semer la désolation en RDC.

Pour le FPR, ce contexte de chantage sur fond de l'aide dont il a aveuglément bénéficié dans le passé grâce aux obscures promesses de réconciliation et de démocratie au Rwanda accroît de manière significative sa force de frappe contre le TPIR, un tribunal qui titube déjà sous la montagne des contradictions que cause la personne Kagame: Kagame chef de l'Etat, Kagame président du FPR, Kagame demandeur de justice, Kagame maître-chanteur, Kagame objet d'investigations pour ne pas dire Kagame criminel. Résultat de cette contradiction: la confusion totale au TPIR. Nous avons d'un côté un TPIR qui affirme qu'il lui est impossible de mener des enquêtes valables au Rwanda et qui se dit prêt d'inculper certains éléments du FPR protégés par Kagame avant la fin de cette année. De l'autre côté, nous avons comme un autre TPIR qui se propose en même temps de transférer certaines assises des procès à Kigali, dans les mains de Kagame, toujours avant la fin de cette année 2002!

Voilà où le TPIR en est arrivé. Très conscient de cette confusion qui plane sur le TPIR, Kagame cherche à tout prix à provoquer dès que possible une crise grave au TPIR. C'est la seule carte qu'il lui reste à jouer pour berner le monde et retarder la mise en cause de sa part prédominante dans l'holocauste rwandais. Ce n'est pas la bonne volonté de collaboration de la part des dames du TPIR qui le lui empêchera à moins que celles-ci envisagent sérieusement et sans délais cette éventualité de crise et travaillent à priver Kagame des ressources argumentaires dans la construction du mur de défense qui rendront la crise acceptable aux yeux du conseil de sécurité de l'ONU.

Mon interpellation au TPIR, particulièrement à l'égard du Procureur général, Madame Carla Del Ponte, sa porte-parole, Madame Florence Hartman et Madame la Juge Navanethem Pillay, la présidente du TPIR, est simplement

imbue de justice. Kagame a l'avantage d'investir dans une crise voir dans l'asphyxie du TPIR. Cessez de prétendre qu'il ne s'agit là que de difficultés relationnelles passagères. Cette crise en gestation sera salutaire pour les éléments du FPR qui ont trempé dans les massacres systématiques et organisés sur les populations innocentes au Rwanda. Ces massacres ont été conduits avec beaucoup d'intelligence. Recourant souvent à la méthode INAMA. Avec cette véritable tactique de massacre, la population était leurrée de se rendre sur les lieux de massacre par le bon mot du FPR de réconciliation et de démocratie. Elle est sans doute une autre particularité de l'holocauste rwandais que le TPIR doit analyser et expliquer au monde, pour la mémoire de l'humanité, pour que plus jamais nul autre chef de guerre ne répète cela dans une campagne militaire.

Le seul moyen que dispose le TPIR pour vider cette crise de sa substance et continuer ainsi sa mission de justice se résume en détermination et consistance dans la défense de l'impartialité du tribunal. Il y a nécessité de rappeler, rappeler encore que le FPR fait parti de leur champ d'investigations. Il faut rappeler que le tribunal est à la poursuite de criminels: que ceux là se trouvent au Rwanda, au Congo ou en Occident, il faut agir. En cas d'obstacles majeurs, il faut exposer au conseil de sécurité et aux pays qui soutiennent les efforts de réconciliation et de démocratisation au Rwanda la contradiction Kagame: Kagame président de la république, Kagame président du FPR, Kagame demandeur de justice, Kagame maître-chanteur, Kagame objet d'investigation. En résumé, l'avenir du TPIR tient à la compréhension de la mission même du TPIR: Ou on prive Kagame de la capacité de rendre acceptable la crise qu'il est en train de monter, ou on ferme les yeux pour poursuivre une justice partielle et déclarer officiellement au Général Président qu'il n'a rien à redouter. En dehors de cette alternative de choix, le TPIR et son leadership courent une fin ridicule.

Jacques Nizeyimana

=====
=====

Mot sur l'auteur

Jacques Nizeyimana ukuri1994@hotmail.com est un rwandais qui fait campagne pour une justice impartiale au Tribunal Pénal International sur le Rwanda. Il milite pour la non-discrimination dans la condamnation des criminels responsables de l'holocauste rwandais. Une de ses préoccupations est d'attirer l'attention sur la méthode INAMA à laquelle le FPR a fait souvent recourt dans sa folie d'extermination des masses au Rwanda. Cette méthode consistait à leurrer les victimes dans des meetings politiques de pacification qui se terminaient en bains de sang. Après le 6 avril 1994, ces meetings étaient convoqués généralement dans la deuxième semaine d'occupation, région par région, selon que la campagne de conquête du Rwanda se concrétisait. Cette sinistre et cynique méthode exploitait la docilité de la population et leur sensibilité à la réconciliation et à la démocratie et constitue à ce titre une autre particularité de l'holocauste rwandais.